

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels**

Band (Jahr): **8 (1899)**

Heft 33

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ercheint ♦♦ ♦♦ Samstag

Paraisant ♦♦ ♦♦ le Samedi

Abonnement:

Abonnements:

Für die Schweiz: 3 Monate Fr. 2.— 6 Monate „ 3.— 12 Monate „ 5.—

Pour la Suisse: 3 mois Fr. 2.— 6 mois „ 3.— 12 mois „ 5.—

Für das Ausland: 3 Monate Fr. 3.— 6 Monate „ 4.50 12 Monate „ 7.50

Pour l'Étranger: 3 mois Fr. 3.— 6 mois „ 4.50 12 mois „ 7.50

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Inserate:

7 Cts. per 1spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen 3/4 Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce. Les Sociétaires payent 3/4 Cts. net par millimètre-ligne ou son espace.



Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins

8. Jahrgang | 8^{me} Année

Organe et Propriété de la Société suisse des Hoteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Mitglieder-Aufnahmen. Admissions.

Table listing members and their addresses, including Herr Ernst Kohli, Theod. Züllig, A. Schaffler-Schwarz, etc.

LOI FÉDÉRALE SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES.

La pétition suivante a été adressée au Conseil fédéral pour être remise d'une part à la commission du Conseil national...

Haut Conseil fédéral suisse à Berne pour être remis à la Haute Assemblée fédérale suisse.

Monsieur le Président, Messieurs, La Société suisse des hôteliers, dans son assemblée générale du 25 Juin a. c., a chargé son comité...

1. La Société critique en premier lieu la rédaction de l'art. 13, traitant des surexpertises. Dès la discussion du projet de loi dans le sein de la grande commission d'experts...

L'admission d'un droit de recours absolu serait de nature à entraver la rapidité de la liquidation administrative et à entraîner des atermoiements, alors que les organes cantonaux d'analyse...

„Lorsque le préavis d'un chimiste cantonal ou municipal soulève des doutes de la part de l'autorité, ou qu'il est attaqué par voie de recours, il pourra être ordonné une surexpertise dont l'exécution sera confiée à un chimiste alimentaire diplômé ou à tout autre expert dont la capacité est reconnue.“

Les intéressés appartenant à l'industrie suisse des hôtels sont d'avis qu'une nouvelle discussion de ce point important est extrêmement désirable, et ne peuvent s'empêcher, Messieurs, de vous soumettre à nouveau leurs objections à la suppression du droit de recours absolu.

Comme organes internes de la police des denrées alimentaires, la loi prévoit, outre les inspecteurs des abattoirs déjà existants, des autorités sanitaires locales et des inspecteurs cantonaux, dont les fonctions consisteront essentiellement à prélever les échantillons de denrées et à les transmettre au laboratoire cantonal pour l'analyse chimique, physique ou bactériologique.

La rédaction de l'art. 13, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil des Etats, ne connaît qu'un droit de recours contre les décisions des experts locaux et des inspecteurs des denrées, droit dont la valeur est fort insignifiante si l'on tient compte de la compétence extrêmement réduite de ces organes; en outre, elle autorise les fonctionnaires administratifs compétents à ordonner eux-mêmes une surexpertise, dans le cas où le résultat de l'examen du chimiste cantonal leur „paraîtrait douteux“.

La disposition qui dit que l'autorité, sur le recours de l'intéressé, pourra ordonner une surexpertise, n'a en pratique qu'une valeur très restreinte, pour ne pas dire nulle, car dans l'un des cas comme dans l'autre, c'est le degré de confiance que l'autorité accorde au préavis du chimiste qui décidera de l'opportunité d'un nouvel examen.

La crainte de voir l'octroi du droit de recours à une instance technique supérieure devenir pour les intéressés un prétexte à atermoiements n'est pas fondée, de semblables tentatives pouvant être combattues par l'édiction dans la loi de peines sévères. En outre, la possibilité de longueurs nous paraît être un mal moins grand que le danger de poursuites pénales injustifiées. Nous avons donc le ferme espoir que nos Conseils en reviendront, en ce qui concerne ce point vital, à la manière de voir de la commission des experts et donneront à l'article relatif aux surexpertises une rédaction propre à exclure tout doute au sujet du droit absolu de recours des intéressés.

2. La Société suisse des hôteliers se voit obligée, en outre, de prendre position contre les articles 15 et 19 du projet de loi introduisant le contrôle à la frontière entre autres pour le poisson, le gibier et la volaille. Nous nous joignons expressément, sur ce point, au vœu formulé dans la pétition que vous ont adressée, le 31 Mai a. c., les marchands de comestibles de Zurich, et nous nous permettons de vous faire remarquer, en particulier, que la production indigène est loin de suffire aux besoins de l'industrie hôtelière suisse, pour laquelle le poisson, le gibier et la volaille sont des articles de première consommation, et qu'il ne saurait donc être question de protéger cette production indigène. Le produit de la pêche dans nos eaux suisses n'est d'aucune importance en regard de la consommation, la richesse en gibier diminue d'année en année par suite du système des permis et les tentatives nombreuses faites pour acclimater dans notre pays l'élevage en grand de la volaille n'ont donné aucun résultat.

Le contrôle à la frontière de ces articles, sujets à une prompté altération, étant absolument impossible sans préjudice grave, nous nous croyons fondés à espérer qu'ils seront expressément exclus, par la loi, du contrôle à la frontière. Le cas échéant, nous formulons le désir de voir adopter tout au moins des dispositions protectrices telles qu'elles ont été proposées par d'éminents représentants du peuple au Conseil des Etats, MM. Stössel, Isler et Munzinger.

3. Pour terminer, la Société suisse des hôteliers ne saurait manquer d'exprimer le vœu de voir également soumettre au préavis d'une commission d'experts recrutée dans les cercles professionnels intéressés les dispositions d'exécution relatives à la loi, avant leur transmission au haut Conseil fédéral et à la haute Assemblée fédérale.

En recommandant à votre bienveillante appréciation les vœux formulés ci-dessus, nous vous présentons, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Lausanne-Ouchy, Juillet 1899. Au nom de la Société suisse des hôteliers Le président: J. Tschumi.

Les points mentionnés dans la pétition ci-dessus sont d'une importance telle pour les intérêts de l'industrie hôtelière, que chacun devrait s'efforcer pour sa part d'assurer leur réalisation. Nous prions donc chacun de nos sociétaires de s'entretenir personnellement de l'affaire avec les membres du Conseil national et du Conseil des Etats qui sont au nombre de ses amis et connaissances, de la leur expliquer au point de vue théorique et de chercher à décider ces messieurs à prendre fait et cause pour nos vœux et propositions et à plaider en leur faveur dans la séance respective.

Des exemplaires de la pétition sont déposés au bureau central et seront envoyés en nombre suffisant à tout sociétaire qui en fera la demande; nous prions instamment nos membres d'en faire un usage énergique.

Schweizerisches Generalabonnement und Badische Kilometerheft.

(Korresp.)

Welchen Einfluss werden die Generalabonnemente auf den Fremdenverkehr in der Schweiz ausüben? Diese Frage sollte in Fachkreisen ernsthaft erwogen, das Für und Wider gehörig beleuchtet und an die Öffentlichkeit gezogen werden. Schreiber dieses hat seit ihrem Bestehen die Wirkung beobachtet und glaubt, der Erfolg werde eher negativ als positiv sein, ist aber der Ansicht, dass die spätere Einführung der Kilometerhefte sehr zu empfehlen wäre. Den Standpunkt, ob die Eisenbahn lediglich ein kaufmännisches Geschäft ist, bei dessen Betrieb der materielle Erfolg allein den Ausschlag giebt, oder ob sie in erster Linie dem Publikum dienen soll, lasse ich dahingestellt, denn es ist mir nur darum zu thun, die Licht- und Schattenseiten der beiden Systeme einander gegenüber zu stellen. Soviel ist jetzt schon sicher, dass die Generalabonnemente die Zahl der Reisenden, oder besser gesagt Rasenden, in einer Weise vermehrt hat, mit der das Betriebsmaterial nicht Schritt hält, und wer Anspruch darauf macht, einigermaßen komfortabel zu reisen, bleibe — wenigstens im Juli und August — lieber zu Hause. Wer hat nun aber von diesen Abonnements einen Vorteil; etwa die schweizerische Bevölkerung? Bewahre, ausser einem kleinen Bruchteil, der aus Geschäftsreisenden besteht, hat der eigentliche Bewohner wenig oder gar nichts davon. Für jene Sorte Reisenden, die in bestimmten Zwischenpausen ihre Geschäftstour machen und bei denen Zeit Geld ist, bietet das Billet gewiss grosse Vorteile, aber es gäbe gewiss auch andere Mittel, den Geschäftsreisenden entgegen zu kommen, ohne das übrige Publikum zu vernachlässigen. Die grosse Mehrzahl der Bevölkerung hat faktisch keinen oder einen sehr kleinen Vorteil, denn von hundert Familien, welche eine Sommerfrische aufsuchen, werden wohl neunzig direkt an ihr Ziel reisen, und wenn die Zeit abgelaufen ist, ebenso direkt oder vielleicht auf kleinem Umwegen nach Hause zurückkehren, wenige nur werden vor- oder nachher das Land abrasen. Den grössten Nutzen haben also die Fremden und zwar eben diejenige Kategorie, welche die Schweiz durchrast. Ob gerade diese Sorte bis jetzt gefehlt hat, dürfte, gelinde gesagt, erst noch zu beweisen sein. Der Nachteil dieser Neuerung besteht hauptsächlich darin, dass man auf eine relativ kurze Zeit angewiesen ist und in dieser Zeit recht viel sehen will, wenn auch nur, um der Bahn nichts zu schenken. Von einem ethischen Genuss kann in diesem Falle niemals die Rede sein. Denjenigen Menschen aber, die sich an Gottes freier Natur freuen, die die Schweiz aufsuchen, um von geistiger Anstrengung auszuruhn, um Körper und Geist zu erfrischen, wird der Aufenthalt verleidet, sie werden sich Orte aufsuchen, welche vielleicht weniger Naturreiz bieten, dafür aber auch nicht das Chaos, welches in der Hochsaison in der Schweiz immer mehr überhand nimmt. Das Endresultat wird sein, um mich drastisch auszudrücken — viel Geschrei und wenig Wollé. Wahrscheinlich wird sich der Verkehr in viel normaleren Verhältnissen entwickeln durch Einführung der Kilometerhefte, und zwar schon aus dem Grunde, weil es ein ganzes Jahr dauert, die Hetze deshalb wegfällt und der Inhaber nicht mehr abreist, als zu seinem Zwecke nötig ist. Es hat ausserdem den Vorteil, dass es von der ganzen Familie einzeln oder zusammen benutzt werden kann. Ich habe heute von Baden nach Basel, nächsten Monat von Basel nach Mannheim, in drei Monaten machen meine Kinder eine Tour in den Schwarzwald, meine Frau fährt zur Schneiderin — für alles dieses muss das Kilo-